

ELSASS FREI



SEBASTIEN BOZON / AFP

En 2014, à Mulhouse, des militants du parti régionaliste alsacien Elsass Frei manifestent contre le projet de rattachement de l'Alsace à la Lorraine et à Champagne-Ardenne dans le cadre du projet de région Grand Est.

L'Alsace dans l'antichambre de la réunification

**Yolande Baldeweck**
@yaldeweck
STRASBOURG

L'Alsace verra peut-être bientôt la fin d'un long feuilleton. Mandatée par Edouard Philippe, Jacqueline Gourault, la ministre de la Cohésion des territoires, négocie avec les responsables alsaciens les conditions de la création d'une nouvelle collectivité Alsace au sein du Grand Est. Le premier ministre espère annoncer un compromis avant le proche déplacement du président Macron à Strasbourg.

L'Alsace, elle attend. Rien à voir, a priori, avec ce tableau allégorique peint en 1871 par Jean-Jacques Henner, au lendemain du traité de Francfort qui a consacré l'abandon de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine au nouvel Empire allemand. À quelques jours du centième anniversaire du retour à la France, qui sera commémoré le 4 novembre par les présidents français et allemand à Strasbourg, Emmanuel Macron est attendu sur la question de l'Alsace. Depuis l'intégration de la région dans le Grand Est il y a deux ans, ce débat monopolise la vie politique. Comment lui redonner une visibilité politique et une capacité d'agir ? Dans son rapport remis cet été au premier ministre, le préfet du Grand Est Jean-Luc Marx a préconisé - pour répondre au « désir d'Alsace » qu'il a reconnu - une fusion des deux départements du Rhin, assortie de nouvelles compétences. Ce scénario a la préférence du premier ministre et de Jean Rottner, le président du Grand Est. Mais la quasi-totalité des élus alsaciens, soutenus par les associations culturelles, militent pour « une collectivité à statut particulier ».

L'Alsace, qui a disparu comme entité administrative dans les études de l'Insee et sur les plaques d'immatriculation, revient de loin. Il y a un an, Emmanuel Macron avait reconnu, devant un parterre d'élus à Strasbourg, le rejet de la fusion de l'Alsace avec Champagne-Ardenne et la Lorraine par une partie des électeurs. À l'issue de leur campagne, les députés Marcheurs avaient alerté l'Élysée. Juste une confirmation pour le secrétaire général, Alexis Kohler, d'origine strasbourgeoise, avec une histoire familiale qui résume bien les vicissitudes qu'a connues l'Alsace. Le président avait exclu alors « toute sortie du Grand Est ». Dans les sondages parus cette année, plus de 80 % des personnes interrogées plébiscitent pourtant « un retour à l'Alsace ». « Une proportion ni anecdotique, ni anodine », analyse Jérôme Fourquet, directeur des études de l'Ifop, en soulignant « le risque électoral d'un décalage entre les attentes des électeurs et la réponse des politiques ». Dès les européennes de mai, s'entend. Le Rassemblement national pourrait en être le principal bénéficiaire.

En imposant sans concertation à l'Alsace le mariage non seulement avec la Lorraine, mais aussi avec Champagne-Ardenne, François Hollande a réveillé le désir d'Alsace, mais aussi des sentiments autonomistes qu'on croyait éteints depuis la Seconde Guerre mondiale. Au plus fort de la contestation, l'ancien avocat de gauche, Pierre Kretz, avait fait un tabac avec son pamphlet sur *Le Nouveau Malaise alsacien* (Le

Après avoir disparu en tant qu'entité administrative, l'Alsace pourrait renaître grâce à la réunion des départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin. Alors que le régionalisme s'est réveillé ces dernières années, c'est une mesure attendue par la population, mais qui suscite tensions et divisions parmi les élus.



Il faut enfin aller au bout de cette histoire. Le malaise alsacien a un siècle tout rond. Une fenêtre est ouverte, mais pourrait se refermer si on ne saisit pas cette occasion.

ALAIN FONTANEL (LAREM), 1^{ER} ADJOINT À LA MAIRIE DE STRASBOURG

Verger Éditeur), qui plonge ses racines dans l'histoire de la région. Face à la fronde des parlementaires, le premier ministre Manuel Valls a eu beau dire que « le peuple alsacien n'existe pas », on a vu réapparaître les coiffes alsaciennes, les gilets rouges et des bannières « rot un wiss » (rouges et blanches). Les militants du parti Unser Land, lié à Régions et peuples solidaires, peu nombreux mais actifs, ont apposé un bandeau noir sur les panneaux aux entrées des communes. Ils y sont encore. À la décharge de Hollande, le référendum pour le conseil unique d'Alsace, en avril 2013, devant fusionner la région et les deux départements, avait fait un flop. Peu mobilisés, les électeurs alsaciens avaient donné l'image du Hans em Schnokeloch qui, d'après la chanson, « ne sait pas ce qu'il veut ».

Une vocation européenne et rhénane

La leçon du référendum aurait été retenue, d'autant que le Grand Est sert, à tort ou à raison, d'épouvantail dans l'imaginaire régional. « Les gens me disent : on compte sur vous pour l'Alsace », assure la Colmarienne Brigitte Klinkert, présidente du conseil départemental du Haut-Rhin depuis un an. Venu récemment en TGV à Strasbourg pour présenter la réédition de l'ouvrage de son aïeul sur *L'Humour judéo-alsacien* (La Nuée Bleue), Jean-Louis Debré n'a pas pu déplier son journal. Des voyageurs l'ont interpellé : « Ils voulaient savoir si on peut changer la loi », a-t-il expliqué à son hôte, Pascal Mangin, président de la commission culture du Grand Est et défenseur de la grande région. L'élus strasbourgeois ne ménage pas ses efforts, à l'instar de ses collègues grand-estiens, pour donner une identité à la région.

« Je ne peux pas aller à une manifestation sans qu'on me demande : "Vous faites quoi pour l'Alsace ?" » témoigne le sénateur André Reichardt (LR), président du conseil régional. Avec les députés LR Patrick Hetzel et Frédéric Reiss, il a initié récemment un « Mouvement pour l'Alsace » réclamant « une collectivité à statut particulier, comme première étape ». À leurs côtés, l'ancien ministre d'Édouard Balladur, Daniel Hoeffel, redoute que « toute autre solution entraîne des marchandages sans fin sur les compétences ». On y a surtout vu les animateurs des associations culturelles, comme Perspectives alsaciennes, qui, depuis des mois, multiplient les réunions et les initiatives pour « un retour à l'Alsace ». S'il est « opposé à cette démarche qui rompt avec l'unanimité des parlementaires », le député de Mulhouse Olivier Becht (Agir), qui fut le condisciple d'Emmanuel Macron à l'ENA, « craint la réaction des électeurs, si rien n'est fait avant les départementales et les régionales ».

« Nous sommes à la croisée des chemins. Les dernières années, nous avons tourné le dos à nos atouts. L'Alsace doit retrouver sa vocation européenne et rhénane, au service de la France », affirme Brigitte Klinkert, adepte d'un partenariat fort avec les voisins alle-

mands et suisses. « Nous ne voulons pas d'une Alsace de façade. Ce qui compte c'est la qualité du projet », renchérit Frédéric Bierry, son homologue bas-rhinois. Tous deux se battent pour une « eurocollectivité d'Alsace ». Leur plate-forme « Cap sur l'Alsace » a recueilli 20 000 signatures, dont le soutien de 500 élus. Il n'est plus question de « statut particulier », mais « de compétences particulières ». Les discussions avec Jacqueline Gourault portent sur le transfrontalier, l'attractivité économique et touristique, la culture, le bilinguisme français-allemand, l'interreligieux qui est favorisé par le droit local. Ces compétences seraient déléguées par l'État et la région. Reste à trouver l'habillage juridique pour cette singulière collectivité.

Un particularisme dont Jean Rottner, le président du Grand Est, qui se flatte d'avoir l'oreille d'Édouard Philippe ne veut pas. « Que le Bas-Rhin et le Haut-Rhin fusionnent simplement », soutient-il, soucieux de « respecter l'équilibre avec les huit autres départements du Grand Est ». Bien qu'opposé à la grande région au moment de sa création - sa pétition contre la fusion avait recueilli 59 000 signatures - l'ancien maire de Mulhouse avait succédé à Philippe Richert, il y a un an. Elu à la présidence après les régionales de 2015, ce dernier avait mis en place le Grand Est, estimant que c'était « son devoir de républicain de respecter la loi ». Mais il a finalement démissionné, meurtri par les attaques sur les réseaux sociaux et les contestations des élus alsaciens qui n'ont jamais faibli. Il a laissé à Jean Rottner une région en état de marche : soutenu par ses vice-présidents lorrains et champenois que « les prétentions alsaciennes » agacent, met en garde « ceux qui veulent inventer un nouveau roman ».

Resté longtemps sur sa réserve, le maire socialiste de Strasbourg, Roland Ries, a fini par s'engager publiquement. « L'Alsace mérite un statut à sa mesure, restituant une identité propre à l'ancienne région », a-t-il attesté. « Il faut enfin aller au bout de cette histoire. Le malaise alsacien a un siècle tout rond. Une fenêtre est ouverte, mais pourrait se refermer si on ne saisit pas cette occasion », prévient son 1^{er} adjoint Alain Fontanel (LaREM), chargé aussi de la culture. Bien qu'ayant grandi à Strasbourg, il a touché du doigt « la singularité alsacienne avec le classement au patrimoine mondial de l'Unesco de la Neustadt ». À travers la reconnaissance du quartier impérial allemand, Strasbourg a voulu « renouer avec son passé, tout en s'inscrivant dans l'histoire européenne ».

« Quand j'ai décidé de publier la cinquième édition de *Psychanalyse de l'Alsace*, je ne pensais pas être ainsi dans l'actualité. La force de cet ouvrage, c'est d'être une invitation à pénétrer la mentalité alsacienne », relève Jean-Louis Hoffet, en rappelant qu'en 1951, son père, Frédéric Hoffet, avait écrit que « l'Alsace est française mais autrement qu'on le voudrait ». Cela reste d'actualité, selon lui. Hoffet avait insisté sur la double culture des Alsaciens. Voire triple, comme l'illustrateur Tomi Ungerer, qui écrit en français, allemand et anglais, et a vendu des milliers de livres à travers le monde. Ses dessins, souvent impertinents, illustrent la nouvelle édition de *Psychanalyse de l'Alsace* (La Nuée Bleue). « Né avec une identité alsacienne », Tomi Ungerer, presque 87 ans, qui vit entre l'Irlande et Strasbourg, pourra plaider la cause de sa petite patrie auprès d'Emmanuel Macron. Le président de la République doit lui remettre les insignes de commandeur de la Légion d'honneur lundi, à l'Élysée. ■